



## **ACCORD-CADRE N°25A05**

### **PORTANT SUR DES MISSIONS D'AUDIT ET D'AMO RELATIVES AUX PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE CERTAINS SITES DE L'UNIVERSITE DE LORRAINE**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

### **APPEL D'OFFRES OUVERT**

**Comptable Assignataire** : L'agent comptable de l'université

Accord-cadre passé en application du Code de la Commande Publique (notamment ses articles R2161-2 à R2161-5 et R2162-1 à R2162-6) :

Le détail des prestations objets de l'accord-cadre est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) communs aux deux lots.

## **Article 1 – Objet, allotissement et forme du contrat**

### **1.1 Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'audits et de missions d'AMO relatifs aux prestations de nettoyage de certains sites de l'Université de Lorraine afin d'en évaluer la qualité et les moyens mis en œuvre. Ces sites sont situés principalement dans les agglomérations de Nancy et de Metz. Une liste figure à l'annexe n° 1 du CCTP.

Il est décomposé en plusieurs lots, définis comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Audit, contrôle et expertise des prestations de nettoyage
2	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'accompagnement et l'optimisation des prestations de nettoyage

### **1.2 Forme de l'accord-cadre**

Chaque lot conclu est un **accord-cadre mixte au sens de l'article R2162-3 du Code de la Commande Publique**. Il **s'exécute en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande**. Les prestations relevant des différentes parties de l'accord-cadre sont identifiées aux articles 1.3 et 1.4 du présent document.

**Chaque lot est conclu sans minimum en valeur comme en quantité et avec un maximum indiqué ci-après sur toute la durée du contrat.**

**Les montants maximums de chaque lot, sur la durée totale du contrat, sont les suivants :**

N° du lot	Intitulé du lot	Montant maximum
1	Audit, contrôle et expertise des prestations de nettoyage	500 000 €
2	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'accompagnement et l'optimisation des prestations de nettoyage	400 000 €

### **1.3 Prestations s'exécutant par l'émission de bons de commande**

Toutes les prestations prévues dans les pièces contractuelles du présent accord-cadre listées à l'article 2.1 peuvent faire l'objet de bons de commande directement émis auprès du titulaire.

Toutes les prestations susceptibles d'être commandées dans le cadre de cet accord-cadre font l'objet de bons de commande SIFAC. Ces bons de commande sont signés par le

représentant légal de l'Université ou par son délégataire et, par dérogation aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG FCS, sont notifiés au titulaire par le service émetteur, par voie postale, par courrier électronique ou par télécopie, à l'initiative de l'émetteur.

Ces bons de commande mentionnent notamment :

- La référence du contrat ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation de la prestation dont l'exécution est demandée ;
- La période concernée ;
- Le montant de la commande ;
- Le lieu d'exécution et le service destinataire ;
- Les coordonnées de la personne à contacter avant l'exécution ;
- Le numéro de commande attribué par l'Université.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande SIFAC et les prix contractuels, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande.

#### **1.4 Prestations donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents**

Lorsque l'Université de Lorraine juge que les prestations du bordereau des prix (annexe n°1 à l'acte d'engagement de l'accord-cadre) ne correspondent pas à son besoin, elle peut demander au titulaire une offre correspondante au besoin.

Lors de la survenance du besoin et préalablement à la conclusion du marché subséquent, l'Université prend contact avec le titulaire via la plateforme de dématérialisation ou par courriel, afin qu'il puisse déposer une offre correspondante au besoin.

**Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire transmet son offre dans un délai maximum de 10 jours ouvrés suivant la réception de la demande.**

**L'acceptation de l'offre est établie par l'émission d'un bon de commande sur la base de l'offre remise par le titulaire.**

## **Article 2 – Documents contractuels**

### **2.1 Documents contractuels de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, chaque lot de l'accord-cadre est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du lot concerné ainsi que ses annexes n° 1 « Bordereau des prix » et n° 2 « Cadre de réponses techniques » pour chaque lot dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 2 lots et son annexe n° 1 « Liste des sites UL » dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de

fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté **du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services** (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;

- Le mémoire technique transmis par le titulaire à l'appui de son offre, le cas échéant ;

## **2.2 Documents contractuels des marchés subséquents**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre selon leur ordre et spécificités cités à l'article 2.1 du présent CCAP ;
- La demande de chiffrage de marché subséquent formulée par l'Université de Lorraine ;
- L'offre transmise pouvant prendre la forme d'un devis ;
- Le mémoire technique du titulaire du marché subséquent le cas échéant.

Les marchés subséquents peuvent également prévoir l'ajout d'autres pièces contractuelles. Ces pièces seront listées dans le marché subséquent concerné.

## **2.3 Stipulations communes**

Les obligations contractuelles définies supra expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

## **Article 3 – Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois **à compter de sa date de démarrage**. Cette date de démarrage sera notifiée au titulaire par ordre de service.

Les bons de commande et les marchés subséquents passés sur le fondement de cet accord-cadre peuvent être passés dès sa date de démarrage.

**A titre indicatif, il est envisagé de faire débiter l'accord-cadre le 03/06/2025.**

L'accord-cadre est reconductible trois fois pour une période de douze mois, portant sa durée totale à 48 mois maximum.

Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

L'Université peut cependant décider de ne pas reconduire le contrat. Elle en avise alors le titulaire via la plateforme de dématérialisation PLACE au plus tard un mois avant l'expiration de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette non-reconduction, dès lors qu'une telle décision du représentant légal de l'Établissement ou de son délégataire lui a été notifiée.

## **Article 4 - Spécifications techniques**

### **4.1 Contexte**

L'université de Lorraine (UL) est implantée sur tout le territoire de la Lorraine, principalement dans les agglomérations de Nancy et de Metz, mais aussi à Thionville, en Moselle-Est (Forbach, Sarreguemines, Saint-Avold) et dans les Vosges (Epinal et Saint-Dié).

Le patrimoine immobilier de l'établissement rassemble 832 000 m<sup>2</sup> (SHOEN). Une partie de ces surfaces est nettoyée en interne, le reste est confié à des entreprises extérieures. Le présent contrat a pour objet de définir des prestations d'audits de propreté au sein des locaux de l'université de Lorraine (lot n° 1), ainsi que des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur l'accompagnement et l'optimisation des prestations de nettoyage.

### **4.2 Spécifications techniques et prestations minimales à respecter**

L'ensemble des spécifications techniques et prestations minimales à respecter est indiqué dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 2 lots.

## **Article 5 – Modalités d'exécution des prestations**

### **5.1 Délais d'exécution**

Sauf stipulation contraire ou complémentaire figurant dans les bons des commandes ou les marchés subséquents, les délais d'exécution sont déterminés et calculés selon les modalités mentionnées au présent article.

Passé ce délai, l'Université pourra appliquer les pénalités prévues aux article 13.1 et 13.2 du présent document.

#### **Pour le lot 1 :**

Sauf disposition contraire indiqué dans le bon de commande ou le marché subséquent, le titulaire dispose d'un délai de trois semaines calendaires à compter de la réalisation de l'audit pour remettre son rapport d'audit à l'acheteur ayant passé commande dans les conditions prévues au CCTP du présent contrat.

#### **Pour le lot 2 :**

Sauf disposition contraire indiqué dans le bon de commande ou le marché subséquent, le titulaire dispose d'un délai de quatre semaines calendaires à compter de la réalisation de l'étude pour remettre son rapport d'optimisation des prestations de nettoyage à l'acheteur ayant passé commande dans les conditions prévues au CCTP du présent contrat.

## **5.2 Lieu de réalisation des prestations**

Les lieux d'exécution des prestations seront précisés dans chaque bon de commande ou marchés subséquents. Ils concernent potentiellement tous les sites de l'Université de Lorraine présents dans l'annexe n° 1 au CCTP « Liste des composantes de l'Université de Lorraine ».

Concernant les horaires d'intervention, le titulaire prendra contact avec le responsable de composante concerné pour fixer une date ainsi que des horaires pour effectuer les prestations commandées. Ces prestations ne pourront avoir lieu que durant les horaires d'ouverture de chaque composante.

## **5.3 – Conditions d'exécution environnementales**

### **5.3.1 Communication du bilan de gaz à effet de serre du titulaire**

Il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (notamment ceux employant plus de cinq cents personnes), de communiquer à l'Université leur bilan de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'Université, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

### **5.3.3 Moyens de transport**

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclo logistique (ex. vélo cargo) pour le dernier kilomètre (dernier segment de la chaîne de livraison d'une commande) ;
- sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

### **5.4.4 Formation à l'écoconduite**

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet chaque année, à la demande de l'Université, sous format électronique facilement exploitable les documents justifiant la formation effective à l'écoconduite de ses personnels : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs, concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

#### **5.4.5 Quantification des gaz à effet de serre pour les prestations de transport**

Le titulaire communique chaque année à l'Université de Lorraine un bilan des émissions de gaz à effet de serre générées du fait des activités de transport et de livraison, au plus tard un mois après la date anniversaire de démarrage des prestations du contrat.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 13.4 du présent CCAP.

### **5.4 - Obligation d'indépendance du titulaire**

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'Université.

A défaut d'une solution acceptable, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 14 du CCAP.

### **Article 6 – Opérations de vérification et d'admission**

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, l'université n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Néanmoins, le titulaire peut contacter l'université pour avoir connaissance de ces dates et heures pour pouvoir assister aux opérations de vérification.

Pour ce faire, il s'adresse au conducteur du projet pour l'université.

Les opérations de vérification sont exécutées par le porteur du projet et donnent lieu à la signature d'un procès-verbal d'admission des prestations.

### **Article 7 – Clause de réexamen**

Le présent accord-cadre ne comprend pas de clause de réexamen

### **Article 8– Prix**

#### **8.1 Contenu des prix**

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu à prix unitaires, selon les prix établis à partir de l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement « Bordereau des prix unitaires » concernant les

prestations faisant l'objet de bons de commande, et à prix forfaitaires concernant les prestations donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre.

**Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation (frais de préparation, de rédaction, de déplacement, etc.) .**

## **8.2 Révision des prix**

Selon les circonstances, les prix peuvent être révisés à la baisse comme à la hausse dans les conditions et limites fixées ci-après.

Les prix sont révisés annuellement, à la demande expresse du titulaire, à la date anniversaire du début d'exécution du contrat, en application de la formule de révision de prix suivante :

$P = P_o [0.15 + 0.85 (\ln/I_o)]$
-----------------------------------

Dans laquelle :

- P = Prix HT révisé.
- P<sub>o</sub> = Prix HT initial
- I<sub>o</sub> = Valeur de l'indice de la date de remise des offres.
- I<sub>n</sub> = Valeur du dernier indice connu à la date de révision des prix.

Avec comme indice édité par lot :

**Lot 1** - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)  
– CPF 69.20 – Services comptables, d'audits, et de conseil fiscal. Prix de marché – Base 2021  
– Données trimestrielles brutes – Identifiant INSEE 010766582

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766582>

**Lot 2** - Indice syntec :

<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Le titulaire devra faire part de sa demande de révision des prix au moins un mois avant la date d'application souhaitée et fournir à l'Université de Lorraine les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul. A défaut, aucune révision ne sera applicable jusqu'à la prochaine date anniversaire du contrat.

## **Article 9 – Avance et acomptes**

### **9.1 Avance**

Pour chaque marché subséquent ou bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, le montant de l'avance est égal à 30 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure



ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent ou du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

## 9.2 Acomptes

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG FCS. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article 10 du présent CCAP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

### Article 10 – Facturation

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, **la facture portera, outre les mentions légales** :

Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **4500 suivi de 6 chiffres**).

Mentions légales d'une facture :

<https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29->

[\[BIE 183 20190919 objetclassique\]-20190919-](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-)

[\[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires\]-1283696](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-)

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison
- Le numéro de bon de commande s'il a été préalablement émis par l'acheteur

- [Numéro individuel d'identification à la TVA](#) du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- [Taux de TVA](#) légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- [Date ou délai de paiement](#)

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements relatifs à la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse : [ac-facturier@univ-lorraine.fr](mailto:ac-facturier@univ-lorraine.fr)

## **Article 11 - Mode de règlement**

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du contrat est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **Article 12 - Droit, langue**

**En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.**

Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

## **Article 13 – Pénalités**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'application des pénalités qu'il encourt n'exclut pas l'application d'éventuelles décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet que l'Université peut prendre en application de l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à **1000 euros**.

### **13.1 Pénalités pour non-respect du délai de transmission du livrables**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, une pénalité de 50 euros sera appliquée, sans mise en demeure préalable par jour ouvré de retard dans la transmission d'un livrable faisant suite à la réalisation de prestations. Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

### **13.2 Pénalités pour non-respect des délais de réalisation des prestations**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, l'Université se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard dans la réalisation des prestations. Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

### **13.3 Pénalités pour non-respect des délais de transmission des devis**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, l'Université se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard dans le cadre des demandes de devis préalables à la conclusion de marché subséquent. Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

### **13.4 Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement**

Le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1000 € en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

## **Article 14 – Résiliation**

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur selon les stipulations du CCAG-FCS.

En outre, par dérogation aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 5.4 du CCAP.

### **Article 15 – Dérogations au CCAG FCS**

L'article 1.3 du présent CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG FCS ;

L'article 1.4 du présent CCAP déroge à l'article 3.2.2 du CCAG FCS ;

L'article 2.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS ;

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG FCS ;

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 11.3 du CCAG FCS ;

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS ;

Les articles 13.1, 13.2 et 13.3 du présent CCAP dérogent à l'article 14.1.1 du CCAG FCS ;

L'article 14 du présent CCAP déroge aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS.